

Marché public de Services 25_008MAPA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Objet : Prestations de gardiennage et surveillance des locaux de
l'URSSAF Rhône Alpes








| | | |
|---|---|---|
|  | Pouvoir adjudicateur | Urssaf Rhône-Alpes 6 rue du 19 mars 1962 69 200 VENISSIEUX |
|  | Lieux d'exécutions | Différents sites de l'Urssaf Rhône Alpes |
|  | Procédure de passation | Marché A Procédure Adaptée |
| | Technique d'achat | Accord-cadre à bons de commande |
| | CCAG applicable | CCAG Fournitures Courantes et Services |
|  | Date limite de remise des offres | 30/07/2025 |
|  | Date limite de dépôt des questions | 11/07/2025 |
|  | Date limite de réponse aux questions par le Pouvoir Adjudicateur | 18/07/2025 |
|  | Date limite de modification du DCE | 18/07/2025 |

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1. PRÉSENTATION DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.1 OBJET | 3 |
| 1.2 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ | 4 |
| 1.3 DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION | 5 |
| 1.3.1 ALLOTISSEMENT | 5 |
| 1.4 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE | 6 |
| 1.5 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES | 6 |
| ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 6 |
| 2.1 VARIANTES ET PSE | 6 |
| 2.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION | 6 |
| 2.3 MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT | 7 |
| ARTICLE 3. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES | 7 |
| ARTICLE 4. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES | 7 |
| ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION | 8 |
| 5.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 8 |
| 5.2 MODIFICATION DU DCE | 9 |
| ARTICLE 6. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS | 9 |
| 6.1 TRANSMISSION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE | 10 |
| 6.2 TRANSMISSION FACULTATIVE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE | 10 |
| 6.3 SIGNATURE DES DOCUMENTS | 11 |
| ARTICLE 7. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 12 |
| 7.1 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE | 12 |
| 7.1.1 DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE | 12 |
| 7.1.2 SOUS-TRAITANCE | 14 |
| 7.1.3 TRANSMISSION DE LA CANDIDATURE AVEC LE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN (DUME) | 14 |
| 7.2 DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE | 15 |
| ARTICLE 8. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES | 16 |
| 8.1 CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATS POUR L'ENSEMBLE DES LOTS | 16 |
| ARTICLE 9. NÉGOCIATIONS | 18 |
| ARTICLE 10. ATTRIBUTION DU MARCHÉ | 18 |
| ARTICLE 11. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 19 |
| ARTICLE 12. VISITE DES LIEUX | 19 |
| ARTICLE 13. LITIGES ET DIFFÉRENDS | 21 |

ARTICLE 1. PRESENTATION DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations relatives au gardiennage et à la surveillance des locaux de l'URSSAF Rhône Alpes.

➤ **Prestations récurrentes**

2 types de prestations récurrentes sont concernées par le présent marché

- Gardiennage statique : agent de sûreté dans les espaces accueils
- Rondes de surveillance : ronde quotidienne de fermeture

***Nb pour Vénissieux :** Chaque jour du lundi au vendredi. Ronde d'ouverture, de fermeture et en journée selon un parcours validé assuré par l'agent statique du PC sécurité.*

➤ **Prestations occasionnelles**

Des prestations occasionnelles pourront également être demandées. Celles-ci seront prévisibles ou non.

- Mise en place de mesures conservatoires en cas de levée de doute confirmée : ronde supplémentaire nuit et WE
- Gardiennage statique complémentaire (événement particulier, ...)
- Levée de doute (LDD) physique sur demande de la télésurveillance ou de la direction en cas de déclenchement d'alarme sur site (24h/24 et 7j/7).

Les prestations de télésurveillance ne font pas l'objet du présent marché.

Lieu(x) d'exécution : Les différents sites et leurs adresses au CCTP

Dispositions générales :

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans :

- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes.

Le présent marché est régi par le CCAG Fournitures Courantes et Services, conformément à l'arrêté du 30 mars 2021.

1.2 Caractéristiques du marché

Forme du marché :

Le marché est mono-attributaire et prend la forme d'un **accord-cadre à bons de commande**.

- Bon de commande annuelle pour les prestations récurrentes
- Bon de commande à postériori ou à l'apparition des besoins pour les prestations dites occasionnelles.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec les montants maximums ci-dessous (prestations occasionnelles incluses) :

| Lot | Montant maximum en HT pour chaque reconduction | Montant maximum en HT sur la durée totale du marché |
|-----|--|---|
| 1 | 50 000€ HT | 200 000€ HT |
| 2 | 100 000€ HT | 400 000€ HT |
| 3 | 200 000€ HT | 800 000€ HT |

Procédure de passation :

Le présent marché est un marché à procédure adaptée par son objet passé en application notamment des articles L2123-1.2° et R2123-1.3° du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'annexe 3 du Code de la Commande Publique « Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques », le présent marché porte sur des « Services d'enquête et de sécurité » qui sont numérotés de « 79700000-1 à 79723000-8 » selon la nomenclature CPV édictée par le règlement (CE) n° 213/2008 de la Commission du 28 novembre 2007.

Cette fourchette de numéros CPV englobe la prestation suivante : « 79713000-5 » Services de gardiennage.

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée par son objet.

Durée du marché – Délais d'exécution :

Le marché est d'une durée initiale d'1 an ferme à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable 3 fois par période d'1 an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne dépasse 4 ans.

Dans la mesure où le pouvoir adjudicateur ne souhaiterait pas reconduire le marché, il devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Titulaire trois mois avant la date anniversaire du marché.

Le Titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

La date prévisionnelle de notification est le 05/01/2026.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est le 02/03/2026.

Une réunion de lancement aura lieu dès l'attribution du marché.

1.3 Décomposition de la consultation

1.3.1 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

| | Site | Adresse |
|----------|--|---|
| 1 | Annecy | 2 rue Honoré de Balzac 74600 Seynod |
| | Chambéry | 10 rue des Champagnes 73290 La Motte Servolex |
| 2 | Grenoble | 1 rue des alliés 38000 Grenoble |
| | Vienne | 59 quai Claude Bernard 38200 Vienne |
| | Valence | 1 Place de Dunkerque 26000 Valence |
| | Privas | Bd de la Chaumette 07000 Privas |
| 3 | Saint -Etienne Horizon | 14 rue Jacques Constant Milleret 42100 Saint-Etienne |
| | Saint -Etienne « 5 ^{ème} élément » | 10 rue des Aciéries 42100 Saint Etienne |
| | Lyon Foch | 55 Av maréchal Foch 69006 Lyon |
| | Villefranche-sur- Saône | 85 rue Georges Meunier 69400 Villefranche-sur-Saône |
| | Vénissieux | 6 rue du 19 mars 1962 69200 Vénissieux |
| | Bourg en Bresse | 467 Av de San Severo 01000 Bourg-en-Bresse |

Les offres peuvent concerner un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

Chaque lot fera l'objet d'un marché et d'un acte d'engagement distinct.

Le nombre de lot pouvant être attribué à un même candidat n'est pas limité.

1.4 Nomenclature communautaire

CPV : 79713000 Services de gardiennage

1.5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Variantes et PSE

Variantes :

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est exigée par le pouvoir adjudicateur.

Prestations supplémentaires éventuelles :

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

2.2 Conditions particulières d'exécution

Le présent marché est soumis à une condition d'exécution sociale visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés. Les modalités de mise en œuvre sont définies dans le CCAP.

Le titulaire, non soumis à la reprise du personnel en application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 - Avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 s'engage à réaliser sur toute la durée du marché, au minimum, le nombre d'heures d'insertion défini au CCAP.

Si le titulaire, réintègre dans ses effectifs, tout ou partie du personnel de l'entreprise sortante en application de la convention collective précitée ou si le titulaire est l'entreprise sortante soumise à la convention collective précitée, le nombre d'heures d'insertion à réaliser est modulé pour préserver l'égalité et garantir au maximum la pérennité des emplois sur les lots concernés dans les conditions définies au CCAP.

➤ **Périodicité des factures**

Les factures sont établies par site et mensuellement à terme échu.

➤ **Délai global de paiement**

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **7 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément à l'article R. 2142-19 du Code de la Commande Publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

En application de l'article R. 2142-20 du C.C.P, le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du

groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans les deux formes de groupements mentionnées à l'article R. 2142-20, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est précisé que si un des membres du groupement venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai l'URA pour prendre toutes mesures nécessaires.

ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents sont téléchargeables à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2770143&orgAcronyme=s7h>

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme. En cas de téléchargement anonyme, ou d'informations erronées dans le formulaire d'authentification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de DCE).

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- Règlement de la consultation (R.C.) commun à tous les lots,

- L'Acte d'Engagement pour chacun des lots et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Bordereau de prix de chaque lot
- Le cadre de réponse technique de chaque lot
- Le Détail quantitatif estimatif (DQE) de chaque lot
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commune à tous les lots
 - L'annexe 1 : Masse salariale reprise de personnel
- Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Attestation de visite des sites

5.2 Modification du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard à la date figurant en page de garde. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées, sans que les candidats puissent élever une quelconque réclamation à ce sujet.

Les modifications au dossier de la consultation sont publiées sur la plateforme de dématérialisation.

IMPORTANT : Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le Dossier de consultation. Ils pourront ainsi être informés des rectificatifs/compléments qui seraient apportés au DCE, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats. Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés.

En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 6. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard **aux date et heure limites** de remises des offres précisées en page de garde. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Toute offre ou candidature reçue hors délai est éliminée. Ce retard ne peut en aucun cas être régularisé.

6.1 Transmission par voie électronique

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la Commande Publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.achatpublic.com/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Anti-virus :

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans un fichier transmis par voie électronique, le pouvoir adjudicateur considérera ce document comme n'avoir jamais été reçu et entraînera l'irrecevabilité de la candidature et de l'offre, sauf le cas où une copie de sauvegarde a été transmise dans les délais et peut être utilisée en substitution.

En cas d'irrecevabilité de la candidature et de l'offre le candidat en est informé dans les conditions des articles R. 2181-1 à R. 2181.4 du Code de la Commande Publique.

6.2 Transmission facultative d'une copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

La copie de sauvegarde peut être :

- sur support physique électronique
- sur support papier. Dans ce cas, les documents figurant sur ce support doivent être signés en original.

Une copie de sauvegarde transmise via un autre support ne sera pas prise en compte.
La copie comporte les mentions obligatoires suivantes :

« Copie de sauvegarde pour la consultation référence : 25_008MAPA »
A destination du service Contrats Marchés
Lot n° :

Entreprise :

« NE PAS OUVRIR »

Elle sera transmise :

- contre récépissé : se présenter au poste de sécurité de l'URSSAF Rhône Alpes

6 rue du 19 mars 1962
69200 VENISSIEUX
Du lundi au vendredi
De 8h30 à 12h30

- ou par pli recommandé avec avis de réception postal :

URSSAF Rhône Alpes
Service Contrats Marchés
6, rue du 19 mars 1962
69200 VENISSIEUX

La copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas prévus dans l'arrêté du 27/07/2018 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

6.3 Signature des documents

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste

de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations du Règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques « eIDAS ». La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié. La signature peut être qualifiée, au sens du même règlement.

Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste valable jusqu'à son expiration.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 7. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Présentation de la candidature

Point de contact unique du candidat :

L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme Achat public exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui restera valide jusqu'au terme de la consultation.

7.1.1 Documents relatifs à la candidature

Les candidats devront produire un dossier complet comprenant les documents administratifs suivants :

| | Descriptif |
|--|--|
| Déclaration du candidat | Lettre de candidature DC1 téléchargeable ici : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat |
| | Déclarations du candidat individuel ou du membre du groupement DC 2 téléchargeable ici : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat |
| | Déclaration de sous-traitance DC4, le cas échéant, téléchargeable ici : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat |
| Capacités économiques et financières du candidat | |
| Chiffre d'affaires | Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires |

| | |
|---|--|
| | concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles |
| Assurance | Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle |
| Si le candidat est en redresse judiciaire | Copie du ou des jugement(s) prononcé(s) |
| Capacités techniques et professionnelles | |
| Références | Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. |
| Effectifs | Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. |
| Moyens techniques | Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat |
| Autres éléments de candidature | |
| Certificats de qualifications Agréments | Carte professionnelle délivrée par le CNAPS ou tout autre justificatif d'aptitude professionnelle relatif à l'activité de gardiennage ou surveillance humaine. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine. |

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché

En cas de groupement, l'ensemble des éléments de candidature demandés doit être transmis pour chaque membre du groupement, en revanche, la signature du eDUME ou de la lettre de candidature n'est requise que pour le représentant du groupement.

Si des pièces visées ci - dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui sera précisé dans le courrier de demande. A l'expiration de ce délai, si le candidat n'a pas produit les documents ou renseignements demandés, sa candidature sera rejetée.

En application de l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

7.1.2 Sous-traitance

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- ✓ Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- ✓ Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- ✓ Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dûment complété et signé.

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7.1.3 Transmission de la candidature avec le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Selon les dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Le service est accessible via ce lien : [Utilitaire DUME \(chorus-pro.gouv.fr\)](https://chorus-pro.gouv.fr) ;

Le DUME se substitue aux formulaires DC1, DC2, DC4.

Si les documents transmis ne sont pas remis en français, une traduction devra être jointe au dossier de candidature.

En cas de groupement de commande, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnées ci-dessus.

Seul le DUME au format .xml a valeur probante.

Toutefois, **après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire une copie en format Pdf et de la joindre à votre candidature.**

7.2 Documents relatifs à l'offre

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

➤ L'acte d'engagement

Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. **En cas d'allotissement, le candidat établira un acte d'engagement par lot.**

➤ L'annexe 1 : Bordereau de Prix (BP) pour chaque lot

➤ Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour chaque lot

➤ Le cadre de réponse technique fourni par l'URA

➤ L'attestation de visite correctement complétée, le cas échéant

En cas de candidature groupée, les cotraitants sont dispensés de viser l'acte d'engagement dès lors qu'ils habilitent le mandataire à s'engager en leur nom dans un document dédié. Les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Il est toutefois précisé qu'en répondant à la consultation, le candidat en accepte les conditions. Ainsi, même non signées, sa candidature et son offre l'engagent pour la durée prévue dans le présent document, article « Durée de validité des offres ».

REMARQUES IMPORTANTES :

A défaut de la production des documents visés aux points ci-dessus ou de l'un des renseignements obligatoires qu'ils requièrent, l'intégralité de l'offre relative au lot concerné peut être rejetée. Toutefois, en application des articles R 2152-1 à 4 du C.C.P, l'URSSAF Rhône-Alpes se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que la régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. Par ailleurs, les offres inappropriées et inacceptables sont rejetées.

En ce qui concerne le cadre de réponse technique : pour chaque rubrique et élément de réponse, le candidat est tenu de renseigner précisément ce document. Le candidat pourra éventuellement produire un Mémoire Technique à condition qu'il indique dans le cadre de réponse précisément la page et le paragraphe du mémoire auxquels correspondent les informations demandées.

TOUT ELEMENT NON CORRECTEMENT RENSEIGNE SERA CONSIDERE COMME NUL LORS DE LA NOTATION

ARTICLE 8. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué selon les principes posés par les articles L 2152-7 et 8 du CCP et dans les conditions prévues aux articles R 2144-1 à 7 et R 2152-1 à 13 du CCP et donnera lieu à un classement des offres.

Le candidat retenu sera celui qui présentera l'offre la plus économiquement avantageuse au travers des critères de jugement présentés dans le présent article.

8.1 Critères de sélection des candidats pour l'ensemble des lots

Sans objet.

8.2 Critères de jugement des offres

| N° | Critères | Pondération (En points) |
|---------------------------|---|----------------------------|
| <u>Critère N°1</u> | Prix total annuel TTC du DQE Ce critère sera noté selon la formule suivante : (Prix du moins disant/ Prix de l'offre analysée) * Pondération | 40 points |
| <u>Critère N°2</u> | Valeur technique Appréciée au regard des éléments décrits au sein du cadre de réponse technique et en fonction des sous-critères suivants : | 55 points |
| <i>Sous-critère N°2.1</i> | <i>Moyens humains dédiés à la réalisation des prestations</i> | <i>20 points</i> |

| | | |
|---------------------------|---|-------------------|
| <i>Sous-critère N°2.2</i> | <i>Moyens matériels dédiés à la réalisation des prestations</i> | <i>20 points</i> |
| <i>Sous-critère N°2.3</i> | <i>Moyens organisationnels dédiés à la réalisation des prestations</i> | <i>15 points</i> |
| <u>Critère N°3</u> | Démarche environnementale | 5 points |
| <i>Sous-critère N°3.1</i> | <i>Démarche de réduction de l'empreinte carbone</i> | <i>2.5 points</i> |
| <i>Sous-critère N°3.2</i> | <i>Démarche de formation continue : notamment en matière de gestion de conflits, de premiers secours, respect des droits humains...</i> | <i>2.5 points</i> |
| Note totale sur : | | 100 |

En application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R.2152-3 du Code de la Commande Publique, si une offre lui paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R.2152-4 ou R.2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base de la somme total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE). Il est à noter que les prix indiqués dans le DQE devront être rigoureusement identiques à ceux indiqués dans le bordereau de prix (BP). Si des discordances étaient constatées, le pouvoir adjudicateur pourra rejeter l'offre du candidat ou décider de corriger le DQE en appliquant les prix fixés au Bordereau de Prix (BP).

En cas de discordance constatée entre les sommes indiquées dans l'offre d'un opérateur économique, les indications portées en lettres dans l'Acte d'Engagement, prévalent.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'annexe financière, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. L'opérateur économique concerné sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera jugée irrégulière.

ARTICLE 9. NEGOCIATIONS

Après une première analyse des offres, l'acheteur classera l'ensemble des offres par ordre décroissant selon les critères d'attribution énoncés ci-dessus. Seuls les trois candidats arrivés en tête de ce classement seront invités à prendre part à une éventuelle négociation. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ses éléments.

Elle pourra se dérouler en plusieurs phases, par écrit, par visioconférence, par téléphone ou lors d'un entretien à l'URSSAF Rhône Alpes. Dès lors que ne sont pas remises en cause de manière substantielle les conditions de la mise en concurrence initiale, l'acheteur pourra faire évoluer au cours des négociations certaines dispositions du CCAP.

La négociation ne peut en aucun cas servir de prétexte à la modification des caractéristiques principales du marché. Ainsi, est-il acquis que la négociation ne peut porter sur l'objet, ou les critères de sélection des candidatures, ou encore les critères de jugement des offres.

A l'issue de cette négociation, un classement sera établi entre les offres négociées.

Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Il est précisé que l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas engager de négociations et d'attribuer le marché public sur la base du classement établi à l'issue de l'examen des offres initiales.

ARTICLE 10. ATTRIBUTION DU MARCHE

En l'absence de négociation, l'offre arrivée en tête du classement de l'ensemble des offres sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats concerné(s) produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

En cas de négociation, l'offre la mieux classée parmi les offres admises à la négociation sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats concerné(s) produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

Si le candidat n'est pas en mesure de fournir ces documents dans le délai imparti, l'URSSAF Rhône Alpes peut rejeter son offre et éliminer le candidat.

- **L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société** (Si le signataire de l'acte d'engagement n'est pas le mandataire social désigné par la loi, fournir un document signé relatif aux pouvoirs (délégation expresse) de la personne habilitée à engager la société).
- **Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** (Art. L. 243-15 du code de sécurité sociale), émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions de moins de 6 mois (Art. D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- **Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales** ont été satisfaites, datés et signés par les autorités compétentes, attestant de la régularité de sa situation fiscale au 31 décembre de l'année précédente,
- **Dans le cas d'emploi de travailleurs étrangers**, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2). En cas de recours à la sous-traitance, le sous-traitant devra également fournir cette liste

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse de la consultation.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises s'étant identifiées sur la plateforme et ayant retiré le dossier, à la date figurant en page de garde.

ARTICLE 12. VISITE DES LIEUX

Le Titulaire a pris connaissance des lieux lors de la visite obligatoire du site à laquelle il a participé (configuration des bâtiments, destination des lieux ...) ainsi que des contraintes liées à son environnement. Il ne pourra, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'URA

Les candidats sont invités à prendre rendez-vous et selon le planning suivant :

| Sites | Date de visite | Contact |
|---|--|--------------------|
| Annecy | Jeudi 26/06 matin | David Ruelle |
| Bourg | Mardi 24/06 après-midi | David Ruelle |
| Chambéry | Jeudi 26/06 après-midi | David Ruelle |
| Grenoble | Jeudi 19.06 après-midi | David Ruelle |
| Lyon Foch | Mardi 17/06 après-midi | Laurence Chalendar |
| Privas | Mercredi 18/06 matin | David Ruelle |
| Saint Etienne 5 ^{ième} élément | Visite à planifier sur septembre (en construction) | Laurence Chalendar |
| Saint Etienne Horizon | Lundi 30.06 matin | Laurence Chalendar |
| Valence | Mercredi 18/06 après midi | David Ruelle |
| Vénissieux | Mardi 01/07 après-midi | Laurence Chalendar |
| Vienne | Mercredi 25/06 après-midi | David Ruelle |
| Villefranche | Mardi 24/06 matin | David Ruelle |

Coordonnées :

David Ruelle

06 63 36 36 87

david.ruelle@urssaf.fr

Laurence Chalendar

07 63 44 54 38

laurence.chalendar@urssaf.fr

Le candidat devra se munir pour chaque visite de site de l'attestation de visite fournie dans le dossier de consultation.

La visite des locaux est obligatoire, sous peine d'irrecevabilité de la candidature.

Si le candidat souhaite recourir à la sous-traitance pour le gardiennage et la surveillance d'un des sites et que le sous-traitant est connu lors de la visite obligatoire, ce dernier pourra accompagner le candidat.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation de visite pour chaque lot correctement complété, sous peine de rejet.

Nb : un soumissionnaire qui est en mesure de justifier qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes, peut être dispensé de cette visite sans que son offre soit considérée comme irrégulière.

Pour faire état de sa connaissance approfondie du site, le candidat peut fournir des éléments qui démontrent que celui-ci a déjà visité le site dans le cadre d'une autre consultation, ou

alors que le candidat est le précédent attributaire du marché. Le candidat peut produire une attestation ou un récépissé de visite, délivré lors de la dernière visite. Dans cette hypothèse, le Titulaire ne pourra invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'URA.

ARTICLE 13. LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, les coordonnées :

- Du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours,
- De l'instance chargée des procédures de recours,
- De l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal Judiciaire de Lyon

Tél. : 04.72.60.70.12

Courriel : tj-lyon@justice.fr